

Centre Européen de Recherches  
et de Documentation Parlementaires



European Centre for Parliamentary  
Research and Documentation

Europäisches Zentrum für Parlamentarische  
Wissenschaft und Dokumentation

18 April 2016

**CERDP**

**RAPPORT D'ACTIVITÉ**

**PROJET**

**2014-2015**

Ce document est disponible en français, en anglais et en allemand.

Le texte a été finalisé le 18 avril 2016.

Il a été publié conjointement par le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement le point de vue officiel de ces institutions.

# Sommaire

1. Introduction par les codirecteurs
2. Contacts
3. Description du CERDP
4. Activités du CERDP 2014-2015
  - 4.1. Evolution des demandes comparatives
  - 4.2. Réunions statutaires du CERDP
  - 4.3 Séminaires sur les domaines d'intérêt
  - 4.4 Site web du CERDP
5. Annexes
  - Annexe 1.* Statuts du CERDP
  - Annexe 2.* Liste des correspondants et des correspondants adjoints
  - Annexe 3.* Statistiques sur les études comparatives, les réponses et les résumés comparatifs, 2003 - 2015
  - Annexe 4.* Participation aux séminaires du CERDP 2014 – 2015

## **1. Introduction par les codirecteurs**

« Je recherchais des informations relatives à la situation dans d'autres pays européens sur une question d'actualité et j'ai donc demandé à notre correspondant de lancer une demande CERDP. C'était incroyable de voir arriver des réponses concises qui m'ont apporté presque toutes les informations dont j'avais besoin ! » Ces propos tenus par un haut fonctionnaire d'un parlement en Europe illustrent parfaitement en quelques mots la réussite du CERDP comme unique modèle d'échange régulier et non bureaucratique d'informations dans le monde.

Fin 2015, le CERDP comptait 66 chambres parlementaires (dont 41 dans l'Union européenne) de 54 pays et institutions parlementaires européennes. Les parlements sont représentés par 114 correspondants et correspondants adjoints au sein du réseau qui contribuent aux activités du CERDP. La fréquence très importante des échanges entre parlements, comme le montre le présent rapport, souligne de manière impressionnante la demande ininterrompue d'informations comparatives concernant la situation dans d'autres pays d'Europe sur des sujets d'actualité.

Dernier point mais non des moindres, le maintien de la coopération fructueuse entre le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui en sont les pères fondateurs, garantit la stabilité à long terme du réseau.

### **Demandes comparatives**

D'une manière générale, les statistiques ne montrent aucune évolution significative par rapport à la période précédemment examinée. En 2014 et 2015, les parlements membres du CERDP ont soumis au total 555 demandes comparatives au réseau, qui a produit 13 136 réponses. Les questions liées à l'administration des parlements arrivent également en première position des statistiques pour la période considérée. Les politiques sociales, ainsi que les questions de santé et de justice, apparaissent une fois de plus comme les domaines d'étude les plus demandés. Il n'est pas surprenant de constater qu'un nombre proportionnellement élevé de demandes ont été soumises dans le domaine des migrations et de l'asile.

Malgré une charge de travail considérable, les correspondants restent très impliqués dans le réseau. Les statistiques montrent qu'en moyenne, 80 % d'entre eux ont apporté une réponse très peu de temps après le délai indicatif. Dans l'ensemble, le taux de réponse reste autour des 67 % ; dans ce contexte, il convient de ne pas oublier qu'il n'y a pas seulement des contributeurs importants mais aussi des parlements qui sont beaucoup moins actifs.

### **Conférences et séminaires du CERDP**

Malgré les contraintes budgétaires imposées dans de nombreuses capitales, les parlements membres du CERDP ont organisé 11 séminaires entre 2014 et 2015 sur des questions d'actualité et des bonnes pratiques, attirant plus de 600 participants. Ces séminaires contribuent à établir des réseaux personnels d'experts dans les parlements.

N'oublions pas que l'organisation de ces séminaires représente un effort considérable pour le parlement hôte. Cependant, c'est clairement un honneur pour un parlement d'accueillir des collègues à une manifestation internationale car c'est l'occasion de présenter sa vision du

parlementarisme. Nous tenons à remercier les secrétaires généraux de leur empressement à accorder les autorisations nécessaires, qui sont essentielles au fonctionnement du CERDP. Nous remercions également leurs collaborateurs et les personnes ayant apporté une contribution aux séminaires.

Dernier point mais non des moindres, il est important de tenir pleinement compte du rôle et de l'engagement des coordinateurs des quatre domaines d'intérêt du CERDP comme élément indispensable du succès d'un séminaire du CERDP.

### **Site web du CERDP**

Grâce à la contribution financière du Parlement européen, des améliorations majeures ont pu être apportées au site web du CERDP ([www.ecprd.org](http://www.ecprd.org)) en 2014 et 2015.

La plus grande part du budget était consacrée à l'amélioration de la présentation des données disponibles sur les parlements membres du CERDP. Les nouvelles « fiches thématiques parlementaires » permettent de consulter, d'un coup d'œil, des informations sur un parlement en particulier, comme des données clé, leurs demandes et réponses, et dernier point mais non des moindres un répertoire de personnes complètement actualisé.

En particulier, pour la partie sur les données clé, il a été nécessaire d'établir un ensemble d'indicateurs principaux, de développer des structures et des procédures appropriées et de convaincre les parlements de participer à cet exercice.

Les secrétaires généraux sont donc cordialement conviés :

1. à approuver le présent rapport d'activité ainsi que les priorités et le programme pour les années à venir ;
2. à poursuivre leur soutien au CERDP, et à renforcer notamment la position de leur correspondant respectif au sein de leur propre chambre comme condition sine qua non du bon fonctionnement du réseau ;
3. à appliquer dans leurs parlements des mesures qui encouragent la publication de notes résumées des demandes comparatives ;
4. à faire en sorte que les fiches thématiques parlementaires soient régulièrement mises à jour ;
5. à maintenir leur haut niveau d'engagement en tant qu'hôtes ainsi que lors des futurs séminaires du CERDP, et à autoriser leurs collaborateurs à participer à ces manifestations.

Christine Verger

codirectrice du CERDP

Parlement européen

Horst Schade

codirecteur du CERDP

Assemblée parlementaire du Conseil de  
l'Europe

## **2. Organisation**

### **Codirecteurs**

Christine Verger, Parlement européen  
Horst Schade, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### **Cosecrétaires**

Ulrich Hüsch, Parlement européen  
Yann de Buyer, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

### **Comité exécutif**

Elisabeth Dietrich-Schulz, Parlement, Autriche  
Gunnar Fors, Riksdag, Suède  
Claus Koggel, Bundesrat, Allemagne  
Ewa Nawrocka, Senat, Pologne (jusqu'à octobre 2015)  
George Sotirelis, Voulí, Grèce  
Wiesław Staskiewicz, Sejm, Pologne (depuis octobre 2015)

### **Coordinateurs des domaines d'intérêt du CERDP**

#### **Affaires économiques et budgétaires**

Paola Bonacci, Camera dei Deputati, Italie

#### **TIC dans les parlements**

Carlo Simonelli, Camera dei Deputati, Italie (jusqu'à mars 2016)  
Jerry Hilbert, Parlement européen (depuis mars 2016)

#### **Bibliothèques, services de recherche et archives parlementaires**

Siiri Sillajõe, Riigikogu, Estonie (jusqu'en septembre 2016)  
Robin Travis, Riksdag, Suède (depuis septembre 2016)

#### **Pratiques et procédures parlementaires**

Marc Van der Hulst, chambre des députés, Belgique (jusqu'en septembre 2014)  
André Rezsohazy, sénat, Belgique (depuis septembre 2014)

### **Site web du CERDP**

#### **Webmestre**

Ulrich Hüsch, Parlement européen

#### **Responsable TI**

Jerry Hilbert, Parlement européen

### **3. Description du CERDP**

Le CERDP a été créé en 1977, à Vienne, par la Conférence des présidents des Assemblées parlementaires d'Europe, qui a délégué sa formation et son administration aux Présidents du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Le CERDP a pour objectif de promouvoir les échanges d'informations, d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques entre les administrations des parlements d'Europe sur des sujets d'intérêt commun ; de renforcer l'étroite coopération entre les services parlementaires dans tous les domaines de l'administration, de la législation, de l'information, des études et de la documentation parlementaires ; et de recueillir, échanger et diffuser les études réalisées par les services parlementaires (article 1 des statuts).

Le CERDP doit être considéré comme un réseau d'experts dans les parlements plutôt que comme un centre physique. Sa force réside dans l'échange non bureaucratique d'informations qui repose en grande partie sur la participation volontaire des personnes. Cet échange prend la forme de demandes comparatives et de séminaires d'experts.

#### ***Membres***

En vertu de l'article 2 des statuts du CERDP, les membres sont le Parlement européen, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et les chambres parlementaires dont les présidents sont membres de la Conférence européenne des Présidents de parlement. En outre, plusieurs parlements ont un statut d'observateur et de partenaire pour la démocratie.

Le Centre compte à présent 66 chambres parlementaires (dont 41 dans des Etats membres de l'UE) de 54 pays et institutions européennes. Les parlements sont représentés par presque 114 correspondants et correspondants adjoints au sein du réseau qui contribuent aux principales activités du CERDP.

#### ***Organisation***

Chacune des assemblées membres désigne un haut fonctionnaire qui doit lui servir de *correspondant*. Le correspondant est le contact privilégié de l'assemblée et doit donc avoir accès au secrétaire général et être en mesure de coordonner la contribution des agents de sa chambre aux travaux du Centre. Le succès du Centre dépend, dans une large mesure, de la contribution des correspondants.

La Conférence européenne des présidents de parlement, qui réunit les Présidents des assemblées parlementaires des membres et des invités spéciaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, est l'autorité suprême du CERDP et se réunit tous les deux ans.

Les secrétaires généraux assument la responsabilité administrative des activités du Centre, et celles-ci sont discutées quand ils se réunissent pour la Conférence des Présidents. Les deux codirecteurs et les deux cosecrétaires - qui représentent le Parlement européen et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - sont nommés par les secrétaires généraux respectifs de ces institutions. Les codirecteurs et les cosecrétaires, qui assument leurs fonctions pour le Centre en plus de leurs attributions normales, sont responsables du fonctionnement quotidien du CERDP. La Conférence des correspondants est la réunion

annuelle des correspondants ; ceux-ci y examinent les travaux du CERDP et y prennent des décisions d'orientation politique.

Le Comité exécutif se compose des codirecteurs et de cinq correspondants (désignés par la Conférence des correspondants). Il assure la continuité des activités entre les réunions annuelles. Le Comité exécutif se réunit au moins deux fois par an. Le Secrétariat du Centre, y compris les agents responsables de son site internet, est pourvu par un fonctionnaire du Parlement européen.

En outre, en 2006 quatre domaines d'intérêt ont été créés : affaires économiques et budgétaires (AEB), technologies de l'information et de la communication dans les parlements (TIC), bibliothèques, services de recherche et archives (BRA), pratiques et procédures parlementaires (PPP). L'objectif de ces domaines d'intérêt est de favoriser l'échange d'informations et de bonnes pratiques principalement sous la forme de séminaires spécifiques sur des sujets d'actualité accueillis par un parlement membre du CERDP. Quatre coordinateurs du CERDP sont désignés par le Comité exécutif pour animer les activités dans chaque domaine.

Le succès du réseau tient non seulement à l'excellente coopération entre les personnes mais aussi à l'introduction de technologies de l'information modernes. Les activités du CERDP sont soutenues par un site web pleinement opérationnel. La section réservée aux membres du réseau héberge un puissant workflow électronique pour les demandes et les réponses, un nombre croissant de mini sites spécifiques aux séminaires et, dernier point mais non des moindres, des fiches thématiques parlementaires sur chaque chambre fournissant des données et des contacts.

### ***Financement***

Le CERDP n'a pas de budget propre, et ne perçoit aucune contribution financière des parlements membres. Les frais de personnel, de secrétariat et d'informatique sont couverts par les différentes lignes budgétaires du Parlement européen. L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe contribue aussi financièrement aux activités du Centre.

Un financement indirect est assuré par les parlements membres quand ils accueillent des séminaires et des réunions du Centre en fournissant les salles de réunion et les interprètes. Certaines publications sont aussi financées de cette façon. Tous les parlements payent les frais de déplacement et d'hébergement de leurs propres participants aux séminaires et aux réunions. Un certain nombre de parlements des pays d'Europe centrale et orientale reçoivent une aide financière du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pour assurer leur participation aux séminaires et aux réunions.

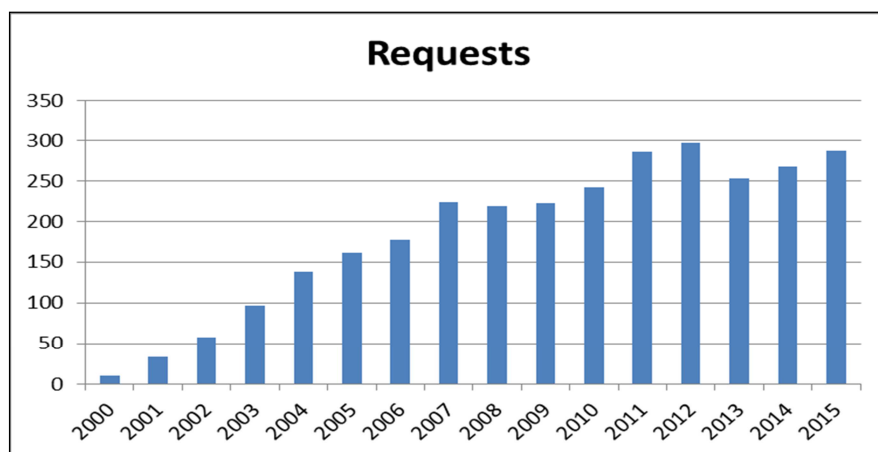
## **4. Activités 2014-2015 du CERDP**

### **4.1 Evolution des demandes comparatives**

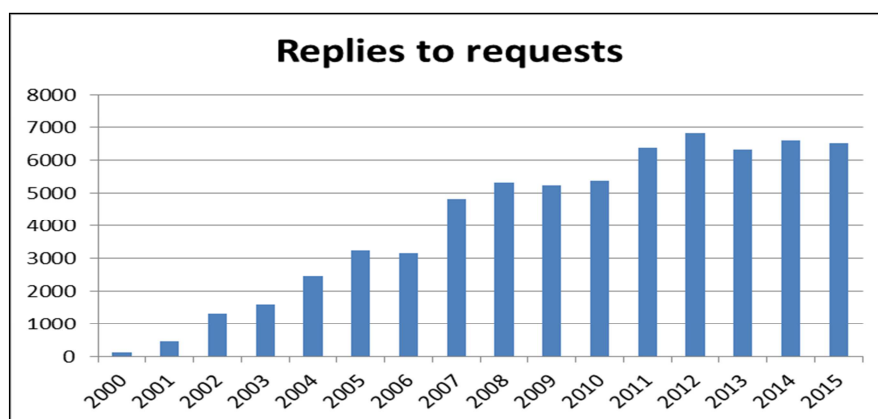
Au cours de la période considérée, les parlements membres du CERDP ont soumis au total 555 demandes comparatives au réseau, 268 en 2014 et 287 en 2015. Au cours de la période précédente 2012/2013, 551 demandes avaient été soumises, ce qui signifie que le niveau d'activités de recherche reste élevé et constant. Le niveau le plus élevé atteint en 2012 ne l'a pas été en 2015 mais la tendance qui se dégage depuis lors nous permet d'affirmer que le



système des demandes comparatives a atteint un certain niveau de saturation, indicatif du nombre maximal de demandes que les services parlementaires peuvent effectivement traiter. Compte tenu de l'importante charge de travail requise pour fournir les informations demandées et garantir une qualité élevée, il semble peu probable que le nombre de demandes continue d'augmenter. Pour les chiffres exacts sur les parlements respectifs, veuillez consulter l'annexe 3.



Le système des demandes comparatives repose sur la confiance et le soutien mutuels. Il ressort des statistiques que cette confiance entre correspondants a été maintenue pendant la période considérée. Entre 2014 et 2015, les correspondants ont soumis 13 136 réponses, soit presque le même volume qu'au cours de la période précédente 2012-2013 où 13 139 réponses avaient été transmises.



Les chiffres montrent qu'au fil des ans les correspondants n'ont pas ménagé leurs efforts pour répondre au nombre croissant de demandes. La moyenne médiane du taux de réponse par demande s'élevait à 62 % en 2014/2015, soit presque le même niveau qu'en 2012/2013 avec une médiane de 63 %. Cependant, le pourcentage maximum de réponses à un petit nombre de demandes est passé de 83% en 2012/2013 à 75 % en 2014/2015. Aucune demande n'a obtenu un taux de réponse de 100 % par rapport à l'ensemble des chambres.

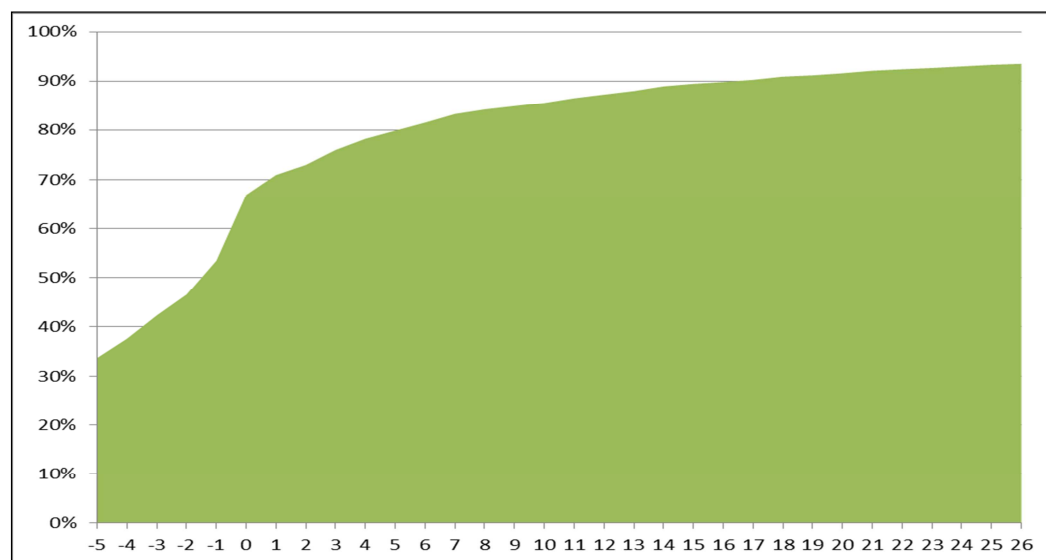
Plusieurs observations doivent être faites pour placer ces chiffres dans leur contexte. Certains parlements donnent rarement, voire jamais, de réponse, ce qui signifie qu'il est très difficile d'atteindre un taux de réponse de 100 % dans l'éventualité où une demande est envoyée à tous les parlements membres. En revanche, il ressort d'une analyse détaillée

demande par demande qu'il est possible d'obtenir un meilleur taux de réponse lorsqu'une demande est soumise à une sélection de pays beaucoup plus petite.

D'une manière générale, il est possible de déduire de la pratique quotidienne que la publication de lignes directrices et l'examen de leur application pratique lors des conférences annuelles ont nettement contribué à améliorer la qualité des demandes. Les demandes sont pour la plupart bien préparées (questions précises, réponse modèle), et on peut supposer que les correspondants ont informé leurs clients sur les méthodes de travail du CERDP pour gérer les attentes.

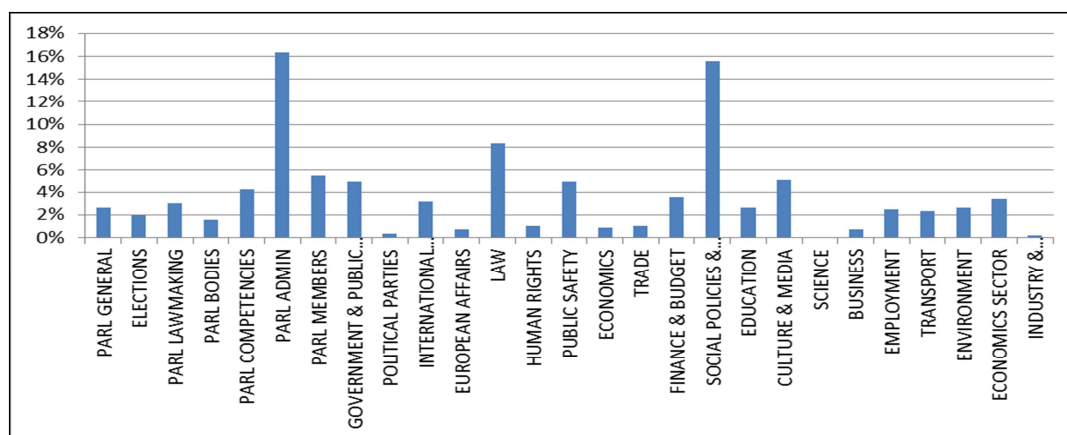
### **Analyse des délais**

Il ressort d'une analyse détaillée des données sur le site web du CERDP que 67 % des réponses ont été fournies dans les délais demandés. 80 % sont parvenues aux parlements au moins 5 jours calendriers après le délai et donc probablement toujours dans les temps, si l'on suppose que les correspondants s'étaient laissé une marge pour rendre compte à leur client. Ces chiffres correspondent à la tendance au cours de la période 2012-2013 où environ 70 % des demandes avaient été envoyées dans le délai souhaité. En outre, il convient de rappeler que certains parlements fournissent rarement, voire jamais, de réponse, ce qui signifie qu'il est très difficile d'atteindre un taux de réponse de 100 % lorsqu'une demande est envoyée à tous les parlements membres. En revanche, il ressort d'une analyse détaillée demande par demande qu'il est possible d'obtenir un meilleur taux de réponse lorsqu'une demande est soumise à une sélection de pays beaucoup plus petite.



### **Questions**

En ce qui concerne les questions qui ont été soumises au réseau du CERDP, les statistiques montrent que 40 % sont liées à des points relatifs au fonctionnement et à la gestion des parlements (élections, organes, procédures, administration et membres) tandis que les 60 % restants sont consacrés à des projets législatifs et politiques impliquant les membres et les commissions. Ce rapport correspond à peu près aux chiffres des précédents rapports.

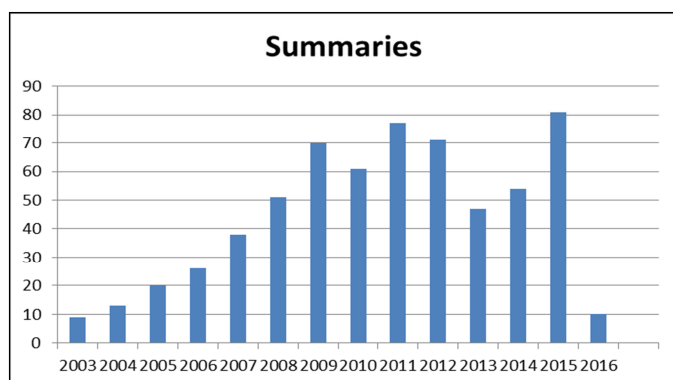


Le diagramme ci-dessus confirme une fois de plus l'importance de l'échange d'informations sur des questions liées à l'administration des parlements. Par rapport à la période précédente considérée, les demandes liées à l'administration des parlements est passée de 18 % en 2012/2013 à 16 %. Les demandes liées aux affaires des membres sont restées stables (5 %).

Il n'est pas surprenant de constater que les demandes relatives aux questions législatives et politiques concernent un large éventail de domaines d'étude. Les politiques sociales au sens large sont restées en première position et sont passées de 13 % en 2012/2013 à 16 %. Cette hausse peut s'expliquer par le fait qu'elles comprennent aussi les demandes sur les questions de migration et d'asile. Certains pays durement touchés par la crise migratoire, comme la Suède en particulier et également l'Allemagne et le Royaume-Uni, ont soumis des demandes sur des sujets très actuels, reflétant de ce fait le débat politique dans leur pays. Les demandes relatives à des questions juridiques ont conservé leur deuxième position avec 8 %, contre 7 % dans le précédent rapport. Les demandes concernant la sécurité publique (police, criminalité etc.) et les questions culturelles et médiatiques défendent leur troisième position dans la liste par rapport aux chiffres de 2012/2013.

## Résumés

Les nouvelles sont satisfaisantes concernant les résumés : la tendance est de nouveau à la hausse et les résumés ont connu une augmentation sans précédent en 2015. Néanmoins, il convient de reconnaître qu'au total, moins de 25 % des demandes aboutissent à un résumé. On connaît les raisons depuis un certain temps, à savoir principalement le manque de temps et la question de la langue.



Toutes les demandes, leurs réponses et les résumés peuvent être facilement consultés sur le site web du CERDP. Le moteur de recherche puissant, la classification par groupes de thèmes et les liens entre les demandes associées permettent d'exploiter facilement la masse d'informations pour éviter les doubles emplois. En cas d'urgence, il est même possible d'aider les clients parlementaires uniquement avec les informations existantes qui figurent dans la base de données.

## **4.2 Réunions statutaires du CERDP**

### **Réunion des secrétaires généraux à la Conférence européenne des présidents de parlement**

Oslo, Stortinget, 11 septembre 2014

Les présidents de parlement des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe, ainsi que de nombreux pays voisins et observateurs, se sont réunis les 11 et 12 septembre 2014 à Oslo, à l'occasion d'une conférence organisée par le Storting et l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

Les secrétaires généraux des parlements et assemblées participants se sont réunis en marge de la conférence pour examiner le rapport d'activité 2012-2013 du CERDP ainsi que les priorités et le programme pour 2015 et 2016. Les secrétaires généraux ont apprécié le bon fonctionnement du réseau et ont adopté le rapport d'activité ainsi que les futures priorités et manifestations sans y apporter de modifications.

En ce qui concerne la situation des parlements « partenaires pour la démocratie », une large majorité des secrétaires généraux a voté en faveur de la proposition d'étendre la disposition actuelle qui permet aux partenaires d'accéder au site web et de participer aux conférences et séminaires mais pas de soumettre des demandes comparatives. Il n'était donc pas nécessaire de modifier les statuts du Centre.

### **Comité exécutif**

Berlin, Bundesrat, 28 mars 2014

Le Comité exécutif a discuté du projet de programme de la Conférence annuelle à Belgrade en octobre. La situation concernant la proposition de conférence annuelle à Moscou en 2016 a fait l'objet d'un échange de vues. Les codirecteurs ont brièvement rendu compte de la situation concernant les parlements « partenaires pour la démocratie ». En outre, les membres du comité ont analysé en détail la proposition de liste d'indicateurs établie par le groupe de travail sur les données comparatives parlementaires.

### **Comité exécutif**

Tallinn, Riigikogu, 5 septembre 2014

Le Comité exécutif a discuté des détails du projet de programme de la Conférence annuelle à Belgrade en octobre. La situation concernant la proposition de conférence annuelle à Moscou en 2016 a de nouveau fait l'objet d'un échange de vues. En vue de la prochaine réunion des secrétaires généraux à la Conférence européenne des présidents de parlement à Oslo, le comité a été brièvement informé sur la situation concernant les parlements « partenaires

pour la démocratie ». En outre, les membres du comité ont finalisé la proposition de liste d'indicateurs établie par le groupe de travail sur les données comparatives parlementaires et ont discuté de sa mise en ligne le site web du CERDP, notamment le nouveau concept de fiches thématiques parlementaires. Le comité a désigné M. André Rezsohazy (Belgique, sénat) comme nouveau coordinateur pour le domaine d'intérêt pratiques et procédures parlementaires, pour succéder à M. Marc Van der Hulst. Le mandat de Mme Paola Bonacci en tant que coordinatrice du domaine d'intérêt affaires économiques et budgétaires a été reconduit pour trois années supplémentaires.

### **Conférence annuelle des correspondants 2014**

Belgrade, Assemblée nationale, 16-17 octobre 2014

La pré-conférence a commencé par une présentation des mesures de renforcement des capacités mises en place par le service de recherche de l'Assemblée nationale de Serbie. Elle a été suivie d'une présentation sur les services de contrôle dans les parlements. Deux discours portaient sur la question de savoir comment les services de recherche coopéraient sur des questions liées aux affaires de l'Union européenne.

La conférence s'est poursuivie avec un compte rendu des résultats du groupe de travail sur les données parlementaires comparatives. Ensuite, les correspondants ont pu participer à un des quatre ateliers sur la surveillance budgétaire, les programmes de présentation destinés aux nouveaux membres, les outils informatiques pour les services de recherche ou la validation des pouvoirs par la chambre législative.

### **Comité exécutif**

Rome, Camera dei Deputati, 27 mars 2015

Le Comité exécutif a examiné le programme de la prochaine conférence annuelle qui se tiendra à Bern, les 15 et 16 octobre, et a notamment convenu des thèmes de la pré-conférence. Il a été décidé de décliner l'invitation à la conférence annuelle de Moscou en 2016 en raison de la situation politique et de discuter du lieu ultérieurement. En outre, il a été décidé de rappeler aux correspondants l'obligation d'utiliser correctement les noms des pays tels qu'ils ont été convenus au niveau international dans leurs demandes et réponses. Le comité a été informé des progrès réalisés dans le domaine des données parlementaires comparatives et a approuvé les propositions d'amélioration du site web du CERDP. Les coordinateurs du CERDP ont informé le comité des séminaires déjà organisés et ont également soumis leurs dates pour des manifestations futures.

### **Comité exécutif**

Strasbourg, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 11 septembre 2015

Lors de sa réunion à Strasbourg, le Comité exécutif a été informé des derniers préparatifs en vue de la prochaine conférence annuelle à Berne. Un premier engagement a été pris et des idées ont été recueillies concernant le 40<sup>e</sup> anniversaire du CERDP en 2017 qui sera organisé conjointement par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et le Parlement européen. M. Jerry Hilbert du Parlement européen et responsable de projet IT pour le site web du CERDP a fait part de son intérêt pour succéder en 2016 à M. Carlo Simonelli en tant

que coordinateur du domaine d'intérêt TIC dans les parlements. La décision finale sera prise lors de la prochaine réunion du Comité exécutif. Les coordinateurs du CERDP ont informé le comité des séminaires déjà organisés et ont fait part de leurs intentions pour de futures manifestations. De nouveaux éléments dans le répertoire du CERDP et pour les groupes d'envoi ont été présentés et convenus. Le comité a engagé une discussion concernant un format plus adapté pour le logo du CERDP.

### **Conférence annuelle des correspondants 2015**

Berne, Assemblée fédérale, 15-16 octobre 2015

Le programme de la pré-conférence a été influencé par le fait qu'elle est organisée en Suisse ainsi que par son modèle constitutionnel de démocratie directe. La conférence a débuté par des exposés sur les spécificités du Parlement suisse et le fonctionnement du fédéralisme suisse en général. Ensuite, l'analyse des demandes existantes du CERDP sur la démocratie directe et les référendums a permis d'obtenir des informations sur la situation dans d'autres pays européens. La journée s'est terminée par une présentation sur les questions de sécurité dans les parlements sur la base de documents de recherche du CERDP.

Comme d'ordinaire, les questions liées au CERDP, comme la qualité des demandes, étaient au centre de la deuxième journée de la conférence. Une présentation du directeur du service de recherche du Bundestag allemand sur l'obligation de fournir au public un accès à leurs études a suscité beaucoup d'attention.

Les ateliers de la conférence ont porté sur les bureaux du budget parlementaire, les stratégies proactives dans les bibliothèques et le service de recherche, les changements d'affiliation politique d'un parlementaire (« nomadisme ») et des réflexions sur la façon dont les technologies de l'information ont changé la manière de travailler dans les parlements.

## **4.3 Séminaires du CERDP sur les domaines d'intérêt**

### **Domaine d'intérêt : affaires économiques et budgétaires**

#### **Inégalité croissante des revenus et stabilité démocratique (domaine d'intérêt : affaires économiques et budgétaires)**

**Londres, Chambre des communes, 5-6 juin 2014**

35 participants de 30 chambres parlementaires ont participé au séminaire sur l'inégalité sociale et ses répercussions sur la démocratie.

La première séance a permis de mieux comprendre comment les parlements abordent les problèmes d'inégalité de revenus. La deuxième séance a porté sur les implications potentielles pour l'Etat-providence. La troisième séance a examiné le rôle de redistribution de la politique budgétaire. Le séminaire s'est terminé par une quatrième séance sur la question de la redéfinition du contrat social tout en préservant la cohésion et l'égalité des chances.

**Séminaire « Quelques questions cruciales pour les parlements en Europe : la politique budgétaire pour renforcer la responsabilité, la sécurité sociale et les progrès technologiques » (domaine d'intérêt : affaires économiques et budgétaires)**

**Varsovie, Sénat polonais, 28-29 mai 2015**

52 participants de 30 parlements et trois experts nationaux polonais ont assisté à ce séminaire AEB qui a été organisé pour la première fois dans un format multi-thèmes portant non seulement sur les questions de procédure dans les parlements mais aussi sur des sujets d'actualité politique.

La première séance a été consacrée à la budgétisation axée sur les performances et à l'examen parlementaire des résultats budgétaires. La deuxième séance a été axée sur les difficultés auxquelles doit faire face une population vieillissante en Europe. Les méga projets transeuropéens et la participation des parlements ont fait l'objet de la troisième séance.

### **Domaine d'intérêt : TIC dans les parlements**

**Les parlements sur le web XII « Du parlement électronique au parlement intelligent : comment améliorer la participation des citoyens en utilisant les technologies internet et les médias sociaux ? Et comment les règlements des parlements peuvent-ils contribuer à la transparence et à la participation ? » (domaines d'intérêts : pratiques et procédures parlementaires et TIC dans les parlements)**

**Rome, Camera dei deputati et Senato della Repubblica, 12-13 juin 2014**

97 participants de 41 chambres parlementaires et plusieurs organisations externes se sont réunis à Rome pour l'édition 2014 des « parlements sur le web ».

Le programme était divisé en trois parties. La première partie a été consacrée aux projets dans les parlements concernant l'utilisation des médias sociaux. La deuxième partie a présenté les contributions sur la mise en œuvre des données parlementaires ouvertes. La troisième partie comprenait des contributions sur les répercussions potentielles des médias sociaux sur les règlements des parlements.

**Séminaire « Le parlement électronique en action : bonnes pratiques sur la planification stratégique des TIC, la sécurité de l'information, la mobilité et l'informatique en nuage (domaine d'intérêt : TIC dans les parlements)**

**Podgorica, Parlement du Monténégro, 6-7 novembre 2014**

36 experts de 25 parlements et institutions internationales se sont réunis au Parlement du Monténégro à l'occasion du premier séminaire du CERDP organisé dans ce pays.

Le programme était axé sur trois principaux thèmes. La première séance a examiné la planification stratégique des TIC dans les parlements. La deuxième séance s'est concentrée sur un échange concernant la mobilité et l'informatique en nuage. Le séminaire s'est terminé avec la troisième séance qui a porté sur la sécurité de l'information.

**Séminaire « Communication, numérisation des processus et transparence dans les parlements » (les p@rlements sur le web XIII) (domaine d'intérêt : TIC dans les parlements)**

**Bruxelles, Parlement européen, 16-17 avril 2015**

89 experts représentant 36 chambres parlementaires se sont réunis au Parlement européen pour la 13<sup>e</sup> édition des « parlements sur le web ».

Le séminaire a réuni des représentants de haut niveau, des spécialistes des communications et des experts informatiques pour tenter de mettre en évidence les meilleures façons de présenter le contenu sur le web. Pendant deux jours, les participants ont présenté et exploré les synergies entre technologies de l'information et communication dans les parlements modernes. Ils ont analysé le rôle joué par les TIC dans l'amélioration de la transparence et l'accès par l'innovation. Des exposés ont été présentés, avec des exemples et des techniques sur la manière dont le Parlement européen utilise le web et les médias sociaux comme principale plate-forme de communication pour fournir des informations au citoyen.

**Séminaire « Les services TIC du parlement électronique accessibles partout et à tout moment : nouveaux défis et projets » (domaine d'intérêt : TIC dans les parlements)**

**Ankara, Grande Assemblée nationale de Turquie, 5-6 novembre 2015**

53 experts de 32 chambres parlementaires invités par le Parlement turc se sont réunis à Ankara pour présenter des projets d'actualité dans les TI.

Le programme était composé de quatre séances. Il a débuté avec une séance sur le traitement et la publication multimédia. La deuxième séance a consisté en des présentations sur les dispositifs portables pour les parlementaires et le personnel. Le vote électronique pour les parlementaires et les citoyens a fait l'objet de la troisième séance. Le séminaire s'est achevé par une séance sur la sécurité informatique.

**Domaine d'intérêt : bibliothèques, services de recherche et archives**

**Enregistrements sténographiques : « Hansard » au 21<sup>e</sup> siècle (domaine d'intérêt : bibliothèques, services de recherche et archives)**

**Ljubljana, Assemblée nationale, 5-6 juin 2014**

51 experts de 27 assemblées parlementaires ont assisté à ce séminaire qui était le premier séminaire sur la question au CERDP.

Le séminaire était avant tout un exercice d'évaluation de la situation au cours duquel les participants ont eu la possibilité de présenter la manière spécifique dont ils produisent leurs comptes rendus. Les contributions ont été axées sur cinq principaux points de production « Hansard » : transcription, édition, publication, archivage et rôle des enregistrements audiovisuels sur le web.



**Séminaire « Les bibliothèques et les services de recherche au service de l'ouverture et de la transparence des parlements » (domaine d'intérêt : bibliothèques, services de recherche et archives)**

**Budapest, Parlement hongrois, 24-25 septembre 2015**

68 experts de 36 chambres se sont réunis dans le bâtiment du Parlement hongrois pour discuter de questions concernant les services que les bibliothèques et les chercheurs parlementaires peuvent fournir au public.

Le séminaire était divisé en trois séances. La première a été consacrée à l'accès du public aux publications du service de recherche. Le rapport du Bundestag allemand a suscité un intérêt particulier dans ce contexte : il concerne un récent jugement sur l'obligation de donner accès à ses documents de recherche. La deuxième séance a fourni des informations sur les activités réalisées dans les bibliothèques pour installer des outils qui permettent un accès plus efficace et effectif aux documents parlementaires. Dernier point mais non des moindres, les programmes destinés au grand public et aux jeunes ont été au centre de la troisième séance. Une enquête détaillée préparée à l'avance a fourni une synthèse de la situation dans les parlements nationaux.

**Domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires**

**Structures et procédures concernant le code de déontologie des parlementaires et l'intégrité du personnel parlementaire (domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires)**

**Skopje, Assemblée de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », 8-9 mai 2014**

51 experts de 34 chambres parlementaires et deux organes internationaux ont participé au séminaire du CERDP sur les structures et les procédures concernant le code de déontologie des parlementaires mais aussi concernant l'intégrité du personnel parlementaire.

Lors de la première séance a été abordée la question des codes de déontologie et autres instruments juridiques pour renforcer la confiance du public dans les parlements. La deuxième séance a consisté en des présentations sur les structures et les procédures de mise en œuvre des codes de déontologie dans les parlements nationaux. La dernière séance a porté sur des questions liées à l'intégrité du personnel.

**Séminaire « Participation du public à la procédure de rédaction et d'adoption des lois » (domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires)**

**Zagreb, Parlement croate, 11-12 juin 2015**

51 participants de 33 chambres parlementaires se sont réunis à Zagreb au Sabor croate pour discuter de la possibilité de faire participer les citoyens à l'élaboration des lois dans leur pays respectif.

Le séminaire de deux jours était divisé en deux parties principales. La première partie (jour 1) a consisté en plusieurs exposés sur l'expérience croate de la gouvernance participative, accompagnés d'études de cas de la Slovénie. La deuxième journée a commencé par des présentations sur la mise en œuvre et le succès de l'Initiative citoyenne européenne. Les contributions des parlements nationaux ont présenté les possibilités pour les citoyens de soumettre une législation ou de participer aux avancées législatives.

### **« Séminaire sur les aspects pratiques, les avantages et les inconvénients des systèmes parlementaires unicaméraux et bicaméraux » (domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires)**

#### **La Haye, Eerste et Tweede Kamer, 5-6 novembre 2015**

Le Parlement néerlandais a célébré son 200<sup>e</sup> anniversaire en 2015. À cette occasion, la première et la deuxième chambre du Parlement néerlandais, le Staten-Generaal, ont pris l'initiative d'organiser un séminaire consacré aux systèmes parlementaires unicaméraux et bicaméraux. 50 participants de 25 pays, représentant 30 chambres, ont participé au séminaire.

Le programme du séminaire était divisé en trois parties. Lors d'un discours prononcé pendant la première séance, le résultat d'une étude commandée par le Parlement néerlandais a été présenté. L'étude examinait la notion de représentation politique et portait un regard critique sur les évolutions contemporaines, dont la crise des institutions démocratiquement élues. La deuxième séance a examiné les tendances dans les systèmes unicaméraux, et la troisième séance les systèmes bicaméraux avec des exposés présentés par des participants des parlements nationaux.

#### **4.4 Travaux de développement du site web du CERDP**

Les travaux réalisés en 2014 étaient principalement axés sur la mise en œuvre des résultats du projet sur les données parlementaires comparatives. Il comprenait la création d'un outil de saisie de données pour les contributeurs et l'affichage d'informations sur le site web. Dans ce contexte, il a été décidé de mettre en place un nouveau concept de fiches thématiques parlementaires qui regroupent les données existantes sur un parlement en particulier (personnes, données, demandes et réponses) dans un cadre plus transparent et informatif.

Des modifications mineures ont été introduites dans la section où les demandes sont énumérées par domaines d'étude, ce qui permet une meilleure navigation.

Les nouvelles fiches thématiques parlementaires présentent les données clé et les activités de demande de manière plus transparente. Des améliorations liées aux séminaires, ainsi qu'aux fiches thématiques parlementaires, ont donné une plus grande visibilité au contenu du répertoire du CERDP, ce qui nécessite d'adapter et d'améliorer sa gestion globale.

Il convient de se rappeler que l'objectif du répertoire du CERDP est d'encourager les contacts et un échange d'informations entre le personnel dans les parlements membres du CERDP. Depuis la mise en place de la procédure d'inscription en ligne pour les séminaires, la section

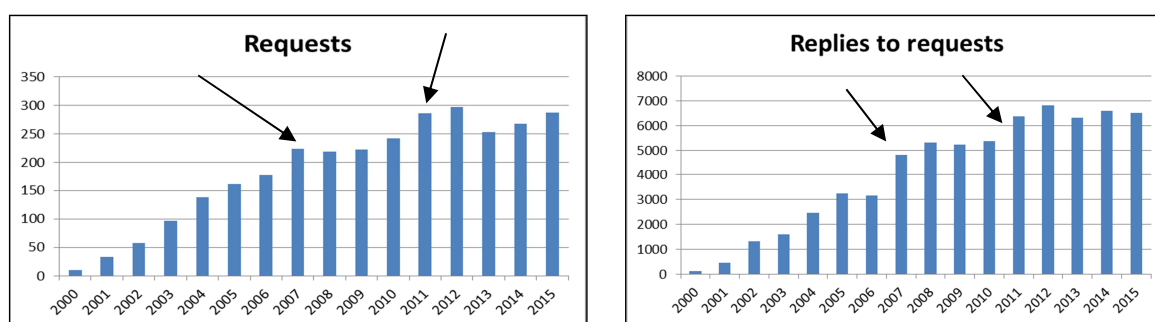
répertoire de chaque parlement n'a cessé de se développer et il était donc devenu nécessaire d'améliorer les outils de gestion des utilisateurs et des groupes.

Afin de garantir que les informations mises à disposition par un utilisateur/correspondant sont cohérentes et à jour, chacun a désormais la possibilité de révéifier et de rectifier ses données, que ce soit de sa propre initiative ou à la suite d'une demande du webmestre. En outre, l'affichage d'informations dans le répertoire a été finalisé et le résultat est plus transparent.

Les coordinateurs du CERDP ont la possibilité d'utiliser des groupes, dont certains sont créés automatiquement pour chaque nouvelle manifestation, en vue de faciliter la préparation des séminaires et la transmission d'informations d'actualité. De nouvelles rubriques d'information sur les séminaires et les personnes intéressées dans les parlements membres du CERDP ont aussi été ajoutées sur les pages des domaines d'intérêt.

### **Impact des TI pour renforcer l'échange d'informations entre parlements**

Les statistiques relatives aux demandes et aux réponses nous permettent de conclure que les principales améliorations apportées au site web du CERDP ont eu des répercussions claires sur l'évolution des demandes et des réponses.



En 2007, le nouveau site web sous sa forme actuelle a été mis en place, ce qui a permis d'améliorer la transparence des activités ainsi que l'accès à l'information. Il a notamment facilité l'accès aux demandes et aux réponses.

Fin 2010, le nouveau workflow électronique pour les demandes et les réponses a été mis en œuvre avec succès, ce qui a permis aux parlements de soumettre des contributions continues sans intervention manuelle du secrétariat du CERDP. Depuis, un seul clic suffit pour présenter de nouvelles demandes et réponses et les transférer simultanément sur le site web du CERDP.



## **Annexes**



## ***Annex 1. Statuts du CERDP (Septembre 2012)***

*Les statuts du CERDP ont été adoptés par les Secrétaires généraux réunis lors de la Conférence des Présidents à Budapest le 7 juin 1996 et, par la suite, amendés à Tallinn le 31 mai 2006 et à Strasbourg le 21 septembre 2012.*

### **PRÉAMBULE**

Le Centre européen de recherche et de documentation parlementaires (CERDP) a été créé en 1977 à la demande de la Conférence des Présidents des Assemblées parlementaires européennes (à partir de 2004 : la Conférence européenne des Présidents de parlement).

### **I. OBJECTIFS**

#### ***Article 1***

1. Le CERDP a pour objectif de promouvoir les échanges d'informations, d'idées, d'expériences et de bonnes pratiques entre les administrations des parlements d'Europe sur des sujets d'intérêt commun, de renforcer l'étroite coopération entre les services parlementaires dans tous les domaines de l'administration, de la législation, de l'information, des études et de la documentation parlementaires ; et de recueillir, échanger et diffuser les études réalisées par les services parlementaires.
2. Lors de l'échange d'information, le CERDP encourage, chaque fois que possible, l'emploi et le développement des technologies de l'information et de la communication.
3. Le CERDP coopère avec d'autres réseaux s'occupant de l'échange d'informations entre les parlements d'Europe.

### **II. COMPOSITION DU CERDP**

#### ***Article 2***

Le Parlement européen, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et les assemblées parlementaires, dont les présidents sont membres de la Conférence européenne des Présidents de parlement, sont membres du CERDP.

#### ***Article 3***

1. Un parlement jouissant du statut d'invité spécial ou d'observateur auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe peut participer aux différentes activités du CERDP mais sans voter en son sein.
2. Le CERDP peut coopérer avec des assemblées parlementaires non européennes.

### **III. ORGANES DU CERDP**

#### ***i. LA RÉUNION DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX***

#### ***Article 4***

Le CERDP travaille sous l'autorité des Secrétaires généraux des assemblées membres. Lors de leurs réunions organisées tous les deux ans à l'occasion de la Conférence européenne des

Présidents de parlement, ils approuvent le rapport d'activité et le programme d'action du CERDP et définissent les priorités de son fonctionnement.

## *ii. LA CONFÉRENCE DES CORRESPONDANTS*

### **Article 5**

1. Le Secrétaire général de chaque assemblée parlementaire nomme un haut fonctionnaire (correspondant) chargé de représenter son assemblée au sein de la Conférence des correspondants du CERDP. Les Secrétaires généraux peuvent aussi nommer des correspondants adjoints.
2. Le Correspondant est choisi parmi des fonctionnaires ayant de par leurs activités, des relations étroites avec le CERDP et qui ont des contacts directs avec le Secrétaire général de leur assemblée. Il/elle pourra ainsi coordonner les activités des fonctionnaires de leur assemblée, appelés à jouer un rôle actif au sein du CERDP.

### **Article 6**

1. La Conférence des correspondants est responsable, en coopération avec les co-directeurs (voir l'article 8), de l'organisation des activités du CERDP. Elle examine le projet de rapport d'activité du CERDP, élaboré et présenté par les co-directeurs, qui comprend le programme d'action du CERDP pour les deux années suivantes.
2. Le rapport, ainsi que le programme d'action, est ensuite soumis pour approbation aux Secrétaires généraux et, par la suite, à la Conférence européenne des Présidents de parlement, qui est invitée à en prendre note.
3. Les réunions de la Conférence des correspondants, présidées par les co-directeurs, ont lieu au moins tous les douze mois.
4. Les décisions de la Conférence des correspondants sont prises, en principe, par consensus. Dans l'impossibilité de parvenir à un consensus, les décisions sont acquises par vote, avec majorité des deux tiers des suffrages exprimés requise, réunissant la majorité des membres du CERDP (voir l'article 2).

## *iii. LE COMITÉ EXÉCUTIF*

### **Article 7**

1. Le Comité exécutif est composé des deux co-directeurs et de cinq Correspondants désignés par la Conférence des correspondants. Il se réunit, aussi souvent que nécessaire, à la demande d'au moins deux de ses membres ou de cinq correspondants.
2. Les membres du Comité exécutif, autres que les co-directeurs, sont élus pour un mandat de trois ans. Ils sont rééligibles. Les élections ont lieu lors de la réunion annuelle des correspondants, en prenant dûment en considération le besoin de préserver l'équilibre géographique dans la composition du Comité exécutif.
3. Le Comité exécutif prend des décisions si la majorité des membres sont présents. Les décisions sont acquises à la majorité des suffrages exprimés.

## *iv. LES CO-DIRECTEURS*

### **Article 8**

1. Les Secrétaires généraux du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe nomment chacun un haut fonctionnaire en tant que co-directeur du CERDP.



2. Les deux co-directeurs sont responsables de la gestion de toutes les activités du CERDP ; ils se font assister par les deux co-secrétaires du CERDP et par d'autres fonctionnaires de leur institution respective.
3. En même temps, les co-directeurs peuvent être les correspondants de leur assemblée.

#### **IV. MÉTHODES DE TRAVAIL**

##### ***Article 9***

1. Le CERDP promeut la coopération entre les assemblées membres par l'échange d'informations, la compilation de documentation et d'études et l'organisation de séminaires ; et par le partage des connaissances sur les applications parlementaires des TIC. Sur proposition du Comité exécutif, la Conférence des correspondants élabore des lignes directrices détaillées pour les études et les demandes comparatives et pour l'organisation des séminaires du CERDP.
2. Le CERDP peut également participer à ou initier d'autres activités organisées dans son domaine d'intérêt.
3. Lorsqu'elle estime qu'un domaine nécessite une activité continue, la Conférence des correspondants peut décider la désignation d'un coordinateur chargé de promouvoir, dans ce domaine, une coopération étroite entre les assemblées membres. Ce coordinateur est choisi par le Comité exécutif au sein du personnel compétent des assemblées membres, avec le consentement de l'assemblée concernée, pour un mandat renouvelable de trois ans.
4. Sur proposition du Comité exécutif, et pour un mandat précis, la Conférence des correspondants peut aussi décider la création de groupes de travail *ad hoc* composés de membres des personnels des assemblées membres. Le Comité exécutif en définit alors la durée, qui ne peut être supérieure à trois ans.

#### **V. FINANCEMENT DU CERDP**

##### ***Article 10***

1. Les assemblées membres du CERDP supportent les frais de participation de leurs fonctionnaires aux activités du CERDP de même que les coûts de communication avec le CERDP.
2. Ces assemblées membres peuvent organiser des activités du CERDP, telles que des réunions, des séminaires etc. en prenant à leur charge les frais qui en découlent. Elles peuvent aussi verser des contributions financières volontaires au CERDP.
3. Les frais de fonctionnement courants du CERDP sont pris en charge par les budgets du Parlement européen et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe conformément à la pratique actuelle.
4. Le CERDP peut accepter des donations extérieures après avis favorable de la Conférence des Correspondants.

#### **VI. RÉVISION DES STATUTS**

##### ***Article 11***

La révision de ces statuts relève de la compétence des Secrétaires généraux des assemblées membres qui se réunissent à l'occasion de la Conférence européenne des Présidents de parlement.

## **Annexe 2. Liste des correspondants et des correspondants adjoints du CERDP**

Le premier nom est toujours celui du correspondant, le deuxième celui du correspondant adjoint

### **EUROPE (PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE)**

Mr DE BUYER Yann  
Ms LAYLE Kathleen

### **EUROPEAN UNION (EUROPEAN PARLIAMENT)**

Mr HÜSCHEN Ulrich  
Mr ATZORI Paolo

### **ALBANIA - KUVENDI**

Ms BUSHATI Lidra  
Ms BALA Enkeleda

### **ANDORRA - CONSELL GENERAL**

Ms CARBO NOGUES  
Meritxell

### **ARMENIA - NATIONAL ASSEMBLY**

Ms ARAKELYAN Arpi

### **AUSTRIA PARLAMENT - BUNDES RAT**

Ms DIETRICH-SCHULZ  
Elisabeth

### **AUSTRIA PARLAMENT - NATIONAL RAT**

Ms DIETRICH-SCHULZ  
Elisabeth  
Mr KONRATH Christoph

### **AZERBAIJAN - NATIONAL ASSEMBLY**

Mr NAMAZOV MEHMAN

### **BELGIUM - HOUSE OF REPRESENTATIVES**

Mr GORIS Alberik

### **BELGIUM - SENAT**

Ms DASSONVILLE  
Dominique  
Mr VEYS Marc

### **BOSNIA-HERZEGOVINA - PARLIAMENTARY ASSEMBLY**

Ms BAJRAKTAREVIC Sena  
Ms ANMRIJEVIC-KARIC  
Zaklina

### **BULGARIA - NATIONAL ASSEMBLY**

Ms TSENKIN Venetta

### **CANADA - LIBRARY OF PARLIAMENT**

Mr JACKSON Joseph

### **CROATIA - HRVATSKI SABOR**

Ms MARTINCIC Branka  
Ms NEJASMIC Anamarija

### **CYPRUS - HOUSE OF REPRESENTATIVES**

Ms ANASTASSIADOU  
Vassiliki  
Ms SOLOMONIDOU  
Christiana  
Ms MARANGO  
D'AVERNAS Gabriella

**CZECH REPUBLIC -  
CHANCELLORY OF THE  
CHAMBER OF DEPUTIES**

Mr VYKLICKY Robert  
Mr CALETKA Stanislav  
Mr TIKOVSKY Ondrej

**CZECH REPUBLIC - SENAT**

Ms KYSELOVA Sylva  
Mr GRINC Jan

**DENMARK - FOLKETINGET**

Ms RASMUSSEN Hanne  
Ms RINGVARD Christina

**ESTONIA - RIIGIKOGU**

Mr HABICHT Antero  
Ms MUUL Margit

**FINLAND - EDUSKUNTA**

Mr RAUTAVA Antti  
Mr PURSIANEN Jan-Henrik

**FRANCE - ASSEMBLEE  
NATIONALE**

Mr PINON Xavier  
Ms CHAPPOTTEAU Pensée

**FRANCE - SENAT**

Mr TICCHI Jean-Marc

**GEORGIA - PARLIAMENT**

Ms GETIA Nino  
Ms MESKHISHVILI Marika

**GERMANY - BUNDESRAT**

Mr KOGGEL Claus  
Ms GERZON Marina

**GERMANY - BUNDESTAG**

Ms BELL Ursula  
Mr KERSTEN Mathias

**GREECE - VOULI TON  
ELLINON**

Mr SOTIRELIS George  
Ms PAPAIOANNOU Chara

**HUNGARY - NATIONAL  
ASSEMBLY**

Ms KELEMEN Ida  
Mr BUKVAI Zoltán

**ICELAND - ALTHINGI**

Mr GISLASON Viggo

**IRELAND - HOUSES OF THE  
OIREACTHAS**

Ms COUSINS Charlotte  
Ms McNAMARA Maedhbh

**ISRAEL - KNESSET**

Ms AVRAMI Shirley  
Ms ZWEBNER Sarah

**ITALY - CAMERA DEI  
DEPUTATI**

Mr FERRARI Annibale  
Ms MONGUZZI Lorena

**ITALY - SENATO DELLA  
REPUBBLICA**

Mr GIANNITI Luigi  
Ms TEODORI Raissa

**LATVIA - LATVIJAS  
REPUBLIKAS SAEIMA**

Ms LUKA-INDANE Ineta  
Mr KAPENIEKS Janis

**LIECHTENSTEIN - LANDTAG  
DES FÜRSTENTUMS  
LIECHTENSTEIN**

Mr HILTI Josef  
Ms WACHTER Gabriele  
Maria

**LITHUANIA - SEIMAS**

Mr SINKEVICIUS Evaldas  
Mr GRIKIENIS Rimantas

**LUXEMBOURG - CHAMBRE  
DES DEPUTES**

Mr LINDEN Carlo  
Mr FRIESEISEN Bob  
Mr FAGNART Gaetan

**MALTA - HOUSE OF  
REPRESENTATIVES**

Ms SCERRI Eleanor

**MOLDOVA - ASSEMBLY**

Ms SEREBREANSCHI Irina  
Ms GAMURAR Ecaterina

**MONTENEGRO -  
PARLIAMENT OF  
MONTENEGRO**

Ms ULIC Jelena  
Ms MILAJIC Sandra

**MOROCCO - CHAMBRE DES  
REPRESENTANTS**

Mr LOUKILI Sidi Mohamed

**NETHERLANDS - EERSTE  
KAMER DER STATEN-  
GENERAAL**

Mr WIJGERGANGS Giel

**NETHERLANDS - TWEEDE  
KAMER DER STATEN-  
GENERAAL**

Mr VAN RIJN Piet  
Mr BAL Nico

**NORWAY - STORTINGET**

Mr REITE Dag Erlend  
Ms SANDGRIND Gro

**PALESTINE - PALESTINIAN  
LEGISLATIVE COUNCIL**

Mr HAMAD Anan H. A.  
Mr SULAIMAN Bashar

**POLAND - SEJM**

Mr STASKIEWICZ Wieslaw

**POLAND - SENAT**

Ms NAWROCKA Ewa  
Ms KORZENIOWSKA Danuta  
Malgorzata

**PORTUGAL - ASSEMBLEIA  
DA REPUBLICA**

Mr MARQUES Pereira  
Fernando  
Ms MAULIDE Dalila

**ROMANIA - CAMERA  
DEPUTATILOR**

Mr MOCEAROV Andrei  
Ms JULA Any-Mary

**ROMANIA - SENAT**

Ms TRUINEA Roxana  
Ms RUSU Ioana

**RUSSIA COUNCIL OF THE  
FEDERATION**

Mr KRIVOV Victor  
Ms MOLOCHKOVA Elena  
Mr SEMENOV Timur

**RUSSIA DUMA**

Mr SHUVALOV Yury E.  
Ms ANDREEVA Irina

**SAN MARINO - CONSIGLIO  
GRANDE E GENERALE**

Ms GIARDI M. Antonella

**SERBIA - NATIONAL  
ASSEMBLY**

Ms OSTOJIC Tanja  
Ms STEKOVIC Milana

**SLOVAKIA - NATIONAL  
COUNCIL**

Ms SVECOVA Natalia  
Mr FAJTAK Lubomir

**SLOVENIA - DRZAVNI SVET**

Mr STRUS Dusan  
Ms IVAS Ana  
Ms OBREZA MODIC Eva

**SLOVENIA - DRZAVNI ZBOR**

Ms KRASOVEC Tatjana  
Ms STARIC Marjana

**SPAIN - CONGRESO DE LOS  
DIPUTADOS**

Ms RIPOLLES SERRANO  
Maria Rosa

**SPAIN - SENADO**

Mr DORADO FRIAS  
Fernando  
Ms FERNANDEZ Maria José

**SWEDEN - RIKSDAG**

Mr FORS Gunnar  
Mr TRAVIS Robin

**SWITZERLAND -  
BUNDESVERSAMMLUNG**

Mr LEUTHOLD Jérémie  
Mr HAYOZ Jean-Claude

**"THE FORMER YUGOSLAV  
REPUBLIC OF MACEDONIA"  
- SOBRANIE**

Ms DIMOVSKA Marina  
Mr ATANASOV Zlatko

**TURKEY - THE GRAND  
NATIONAL ASSEMBLY**

Mr YILDIZ Ahmet  
Ms YAPICI KAYA Havvana

**UKRAINE - VERKHOVNA  
RADA**

Mr KOLISNYCHENKO Borys

**UNITED KINGDOM - UK  
PARLIAMENT - HOUSE OF  
COMMONS**

Mr CRACKNELL Richard  
Ms STURT Jenny

**UNITED KINGDOM - UK  
PARLIAMENT - HOUSE OF  
LORDS**

Mr VOLLMER Patrick  
Mr PURVIS Matthew

**UNITED STATES OF  
AMERICA - CONGRESS**

Ms MANNING Jennifer  
Mr MANSFIELD Jerry

**Annexe 3.        Statistiques sur les demandes comparatives, les réponses et les résumés  
comparatifs 2003 - 2015**

**Demandes comparatives**

Country	Chamber	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
	<b>PACE</b>					1		2	1	3	2	3	4	2	6	5	4	<b>33</b>
	<b>AWEU</b>									1		1						<b>2</b>
	<b>EP</b>	3	11	7	9	10	13	5	8	5	3	9	10	16	8	5	13	<b>135</b>
<b>Albania</b>	<b>Kuvendi</b>		1	1			1	4			2	1		1	3	12	10	<b>36</b>
<b>Andorra</b>	<b>Consell General</b>																	
<b>Armenia</b>	<b>National Assembly</b>					3	5	1	5	2					1	1	1	<b>19</b>
<b>Austria</b>	<b>Parlament</b>			1	3			2	4		4	2	2	3	3	4	1	<b>29</b>
<b>Azerbaijan</b>	<b>National Assembly</b>							1				1				1		<b>3</b>
<b>Belgium</b>	<b>Chamber</b>	1	2	1	2	2	1	1	1	1	2	1	2	2	1	1	1	<b>22</b>
	<b>Senat</b>	1		1				1		2	1	1	5	1	1		1	<b>15</b>
<b>Bosnia-Herzegovina</b>	<b>House of Representatives</b>				2	3	3	3	5	1	3	4	2	2	2	1	1	<b>32</b>
<b>Bulgaria</b>	<b>National Assembly</b>			1	5	3	1		4	4	2	12	5	10	3	4	7	<b>61</b>
<b>Canada</b>	<b>Parliament</b>										1	2	1	1	1	1		<b>7</b>
<b>Croatia</b>	<b>Hrvatski Sabor</b>					2		1		2	3	1		9	9	9	8	<b>44</b>
<b>Cyprus</b>	<b>House of Representatives</b>		1		1	2	3	1		2	1	1	3	5	6	4	4	<b>34</b>
<b>Czech Republic</b>	<b>Chamber</b>			1	3	19	16	5	10	9	6	8	7	6	5	12	18	<b>125</b>
<b>Czech Republic</b>	<b>Senate</b>										2	1	1		1			<b>5</b>
<b>Denmark</b>	<b>Folketinget</b>			1	3	2	2	1	3	4	3		2	1	4	4	2	<b>32</b>

<b>Estonia</b>	<b>Riigikogu</b>			3	1	8	4	5	3	8	4	2	5	4	2	1	1	<b>51</b>
<b>Finland</b>	<b>Eduskunta</b>			1	3		5	2	2	4	3	3	4	2	4	4	3	<b>40</b>
<b>France</b>	<b>Assemblée nationale</b>				1	3	5	7	10	11	12	17	13	8	8	11	4	<b>110</b>
	<b>Sénat</b>							1		1				2	1	2	2	<b>9</b>
<b>Georgia</b>	<b>Parliament</b>				2	6	11	17	13	4	12	10	11	6	18	15	14	<b>139</b>
<b>Germany</b>	<b>Bundesrat</b>										1		1	1				<b>3</b>
	<b>Bundestag</b>	2	1	3	11	4	5	22	28	29	26	51	51	50	24	37	53	<b>397</b>
<b>Greece</b>	<b>Vouli ton Ellinon</b>					1	1	1	2	3	1	5	5	2	5	7	1	<b>34</b>
<b>Hungary</b>	<b>National Assembly</b>			1		2	4	1	5	12	11	6	10	9	9	11	5	<b>86</b>
<b>Iceland</b>	<b>Althingi</b>					1	2				1				1			<b>5</b>
<b>Ireland</b>	<b>Houses of the Oireachtas</b>	1						1	4	7	10	5	11	6	5	8	5	<b>63</b>
<b>Israel</b>	<b>Knesset</b>						4	8	9	10	9	9	10	11	10	6	7	<b>93</b>
<b>Italy</b>	<b>Camera dei Deputati</b>		1	3	3		1	1	1	2		1		2	3	2	1	<b>21</b>
	<b>Senato</b>	1		1		1	1	3	2	2				2	1		6	<b>20</b>
<b>Latvia</b>	<b>Saeima</b>				1	1		3	2	4	1		1	5	3	2	3	<b>26</b>
<b>Liechtenstein</b>	<b>Landtag</b>																	
<b>Lithuania</b>	<b>Seimas</b>			1	2	1	6	2	3	3	5	5	8	5	5	7	9	<b>62</b>
<b>Luxembourg</b>	<b>Chambre</b>											1					1	<b>2</b>
<b>Malta</b>	<b>Parliament</b>													3	1	1		<b>5</b>
<b>Moldova</b>	<b>National Assembly</b>					2		4	1	3		5	9	9	3	4	7	<b>47</b>
<b>Monaco</b>	<b>National Council</b>																	
<b>Montenegro</b>	<b>Parliament</b>											2	2	4	3	8	4	<b>23</b>
<b>Netherlands</b>	<b>Eerste Kamer</b>	1	1	1				1				2						<b>6</b>
	<b>Tweede Kamer</b>			1	4	9	10	9	6	7	8	4	4	8	6	4	1	<b>81</b>
<b>Norway</b>	<b>Stortinget</b>						2	3	11	2		6	2	4	3	5	3	<b>41</b>
<b>Poland</b>	<b>Sejm</b>			1	4	4	4	7	14	9	10	6	6	12	11	7	5	<b>100</b>
	<b>Senat</b>			2	3	2	2	5	8	1	3	1	1	5	4	1	2	<b>40</b>
<b>Portugal</b>	<b>Assembleia</b>			6	4	2	1	4	5	3	4	4	3	5	1	4	3	<b>49</b>
<b>Romania</b>	<b>Camera Deputatilor</b>		1				2	1	3	3	5	3	3	3	3	3	3	<b>33</b>
	<b>Senat</b>								1		2	6	8	2	4	1	8	<b>32</b>
<b>Russia</b>	<b>Duma</b>					1	2			1							1	<b>5</b>
	<b>Federation Council</b>			1	3	4	1	1		1	5		5	1	3	1	3	<b>29</b>

<b>San Marino</b>	<b>Consiglio Grande e Generale</b>																	
<b>Serbia</b>	<b>National Assembly</b>								3	2	3	4	3	12	7	5	6	<b>45</b>
<b>Slovakia</b>	<b>National Council</b>		2	4	9	8	12	7	5	6	10	7	19	10	16	21	18	<b>154</b>
<b>Slovenia</b>	<b>National Council</b>				1		1	1	3			1			1			<b>8</b>
	<b>National Assembly</b>		2	5	1	1	5	1	3	1	8	4	4	2	4	2	5	<b>48</b>
<b>Spain</b>	<b>Congreso de los Diputados</b>		3			1	2	1	1	3	1		2	4	4		1	<b>23</b>
	<b>Senado</b>				1	2	1	2	4	3		2					1	<b>16</b>
<b>Sweden</b>	<b>Riksdag</b>		2	3	8	17	11	11	13	16	18	10	18	19	16	5	20	<b>187</b>
<b>Switzerland</b>	<b>Bundesversammlung</b>					2	1	2	1	3	1	1		1	2	1	3	<b>18</b>
<b>"The former Yugoslav Republic of Macedonia"</b>	<b>Assembly</b>				1		3	3	5	4	1	1	1	1	1	2	2	<b>25</b>
<b>Turkey</b>	<b>The Grand National Assembly</b>		1	1	2	4	4	7	5	6	5	4	7	7	5	6		<b>64</b>
<b>Ukraine</b>	<b>Verkhovna Rada</b>				2	1								1				<b>4</b>
<b>United Kingdom</b>	<b>House of Commons</b>		4	4		3	2	4	5	5	6	5	9	5	2	10	4	<b>68</b>
	<b>House of Lords</b>			2	1		1	1	1	3	1	2	1	2			1	<b>16</b>
<b>United States of America</b>	<b>Congress</b>								1	1	1		5	3	1			<b>12</b>
<b>Total</b>		<b>10</b>	<b>33</b>	<b>58</b>	<b>96</b>	<b>138</b>	<b>161</b>	<b>177</b>	<b>224</b>	<b>219</b>	<b>223</b>	<b>243</b>	<b>286</b>	<b>297</b>	<b>254</b>	<b>268</b>	<b>287</b>	<b>2974</b>



## Réponses aux demandes comparatives<sup>1</sup>

**NB : veuillez noter que les demandes sont parfois adressées à une sélection de parlements et non à l'ensemble du réseau du CERDP**

Country	Chamber	2000*	2001*	2002 **	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
	<b>PACE</b>				2	10	9	3	22	16	12	12	20	30	22	6	10	<b>174</b>
	<b>AWEU</b>				2			1	11	1	3	2						<b>20</b>
	<b>EP</b>	2	2	10	12	14	15	26	34	39	38	29	35	38	38	21	20	<b>373</b>
<b>Albania</b>	<b>Kuvendi</b>		8	18	7	12	30	22	37	24	9	13	18	17	23	81	66	<b>385</b>
<b>Andorra</b>	<b>Consell General</b>							20	59	45	55	60	56	82	72	62	27	<b>538</b>
<b>Armenia</b>	<b>National Assembly</b>	1		4	5	18	36	25	35	19	4			2	4	1		<b>154</b>
<b>Austria</b>	<b>Parlament</b>	4	18	48	62	97	111	125	160	166	151	139	233	222	210	216	224	<b>2186</b>
<b>Azerbaijan</b>	<b>National Assembly</b>						3		7	11	6		2	4	4	15	11	<b>63</b>
<b>Belgium</b>	<b>Chamber</b>	5	13	43	53	77	112	100	142	147	154	139	190	196	180	158	183	<b>1892</b>
	<b>Senat</b>	6	23	62	60	69	102	100	127	160	165	149	136	149	153	152	160	<b>1773</b>
<b>Bosnia-Herzegovina</b>	<b>House of Representatives</b>			6	25	10	51	49	57	43	50	9	14	40	25	37	20	<b>436</b>
<b>Bulgaria</b>	<b>National Assembly</b>		6	13	43	50	55	8	71	93	122	95	57	35	41	39	16	<b>744</b>
<b>Canada</b>	<b>Parliament</b>					1					39	72	84	103	91	105	82	<b>577</b>
<b>Croatia</b>	<b>Hrvatski Sabor</b>	2	12	39	29	56	65	58	91	77	90	84	86	99	120	179	180	<b>1267</b>

<sup>1</sup> \*Chiffres pour 2000 et 2001 basés sur le nombre de réponses à la date de la demande

\*\* Chiffres depuis 2002 basés sur la date de publication de la réponse (lorsqu'elle est mise en ligne sur le site). Le filtre « sélectionner par date de publication des réponses était activé (au lieu de date des demandes) »

<b>Cyprus</b>	<b>House of Representatives</b>		8	22	15	45	37	43	105	133	89	125	155	167	159	129	81	<b>1313</b>
<b>Czech Republic</b>	<b>Chamber</b>	2	7	20	27	56	79	46	124	113	127	117	122	147	142	135	158	<b>1422</b>
<b>Czech Republic</b>	<b>Senate</b>		3	13	16	35	41	33	49	46	39	38	39	36	44	11	25	<b>468</b>
<b>Denmark</b>	<b>Folketinget</b>	3	12	45	57	79	120	125	167	181	170	164	175	200	149	142	164	<b>1953</b>
<b>Estonia</b>	<b>Riigikogu</b>	2	12	31	50	90	116	112	143	159	161	162	188	200	187	190	195	<b>1998</b>
<b>Finland</b>	<b>Eduskunta</b>	5	17	51	65	103	117	126	168	186	183	182	208	226	192	204	212	<b>2245</b>
<b>France</b>	<b>Assemblée nationale</b>	5	22	50	49	69	68	21	67	170	147	146	212	240	209	216	228	<b>1919</b>
	<b>Sénat</b>	1	7	11	9	10	18	12	22	16	15	17	13	18	49	37	49	<b>304</b>
<b>Georgia</b>	<b>Parliament</b>	4	7	25	27	52	57	48	73	69	35	64	59	36	51	71	55	<b>733</b>
<b>Germany</b>	<b>Bundesrat</b>	2	13	34	34	44	68	47	54	163	154	149	174	181	200	214	211	<b>1742</b>
<b>Germany</b>	<b>Bundestag</b>	3	8	26	42	58	31	121	182	175	186	181	211	230	207	216	243	<b>2120</b>
<b>Greece</b>	<b>Vouli ton Ellinon</b>	2	11	28	40	56	89	75	112	129	145	160	191	196	173	190	191	<b>1788</b>
<b>Hungary</b>	<b>National Assembly</b>	1	2	11	7	14	20	23	28	94	112	131	163	166	165	179	188	<b>1304</b>
<b>Iceland</b>	<b>Althingi</b>	1	6	18	15	25	60	32	55	55	62	65	68	76	55	58	53	<b>704</b>
<b>Ireland</b>	<b>Houses of the Oireachtas</b>	3	5	18	12	5	11	21	58	32	59	61	49	49	60	56	48	<b>547</b>
<b>Israel</b>	<b>Knesset</b>						48	46	38	48	50	38	55	58	61	52	46	<b>540</b>
<b>Italy</b>	<b>Camera dei Deputati</b>	2	10	36	31	63	91	106	165	179	180	192	220	211	180	154	143	<b>1963</b>
	<b>Senato</b>	4	19	47	47	77	89	106	158	175	150	164	224	211	188	171	138	<b>1968</b>
<b>Latvia</b>	<b>Saeima</b>	1	7	22	43	70	94	79	77	91	88	115	137	154	157	143	142	<b>1420</b>
<b>Liechtenstein</b>	<b>Landtag</b>					1		8	8	27	14	18	8	23	3	7	2	<b>119</b>
<b>Lithuania</b>	<b>Seimas</b>	1	4	17	28	63	86	87	96	150	139	153	171	173	180	187	178	<b>1713</b>
<b>Luxembourg</b>	<b>Chambre</b>	1		3	6	21	22	12	40	33	37	23	77	96	107	132	104	<b>714</b>
<b>Malta</b>	<b>Parliament</b>					1								15	3	2		<b>21</b>
<b>Moldova</b>	<b>National Assembly</b>	1	2	6	4	17	2	15	15	12	4	44	71	27	11	30	52	<b>313</b>
<b>Monaco</b>	<b>National Council</b>																	
<b>Montenegro</b>	<b>Parliament</b>											2	38	77	71	76	77	<b>341</b>
<b>Netherlands</b>	<b>Eerste Kamer</b>			2	31	14	15	7	40	74	70	53	48	43	21	39	45	<b>502</b>
	<b>Tweede Kamer</b>	4	11	37	45	27	50	79	118	135	104	135	184	186	155	159	157	<b>1586</b>
<b>Norway</b>	<b>Stortinget</b>	1	3	14	24	33	62	57	81	104	111	87	113	132	112	112	92	<b>1138</b>
<b>Poland</b>	<b>Sejm</b>	2	9	25	46	86	114	114	145	156	155	158	185	188	176	187	194	<b>1940</b>
	<b>Senat</b>	2	8	28	35	25	65	40	60	59	45	59	70	64	136	183	197	<b>1076</b>

<b>Portugal</b>	<b>Assembleia</b>	6	12	31	53	83	93	85	135	125	153	150	186	200	183	194	188	<b>1877</b>
<b>Romania</b>	<b>Camera Deputatilor</b>	2	2	8	14	21	18	44	112	140	142	142	153	140	151	157	149	<b>1395</b>
	<b>Senat</b>	1		3	3	1		10	63	36	7	15	28	27	28	29	57	<b>308</b>
<b>Russia</b>	<b>Federation Council</b>		3	8	11	20	26	7	37	35	28	36	24	55	83	73	55	<b>501</b>
	<b>Duma</b>		1	2	7	31	33	45	53	37	32	34	30	28	22	9	6	<b>370</b>
<b>San Marino</b>	<b>Consiglio Grande</b>																	
<b>Serbia</b>	<b>National Assembly</b>							27	81	72	51	68	50	50	69	87	76	<b>631</b>
<b>Slovakia</b>	<b>National Council</b>	1	5	24	39	88	105	104	135	150	143	142	166	169	161	168	185	<b>1785</b>
<b>Slovenia</b>	<b>National Council</b>	2	7	17	3	15	15	8	12	5	10	21	20	7	27	6	17	<b>192</b>
	<b>National Assembly</b>	2	6	27	33	62	81	78	85	92	132	110	124	162	118	152	152	<b>1416</b>
<b>Spain</b>	<b>Congreso de los Diputados</b>	1	14	24	18	50	49	56	74	62	94	113	186	205	182	198	196	<b>1522</b>
	<b>Senado</b>	3	21	56	56	89	56	42	65	60	72	90	100	59	68	70	73	<b>980</b>
<b>Sweden</b>	<b>Riksdag</b>	8	24	65	63	89	109	119	156	175	152	174	185	206	189	202	213	<b>2129</b>
<b>Switzerland</b>	<b>Bundesversammlung</b>	1	8	29	29	52	73	69	82	82	96	84	79	95	88	82	76	<b>1025</b>
<b>"The former Yugoslav Republic of Macedonia"</b>	<b>Assembly</b>	1	2	10	23	55	65	54	81	77	82	80	75	77	25	28	37	<b>772</b>
<b>Turkey</b>	<b>The Grand National Assembly</b>	1	4	11	27	5	11	36	40	51	60	60	55	51	57	54	39	<b>562</b>
<b>Ukraine</b>	<b>Verkhovna Rada</b>	3	5	24	25	15	15	7	24	13	5	8	18	24	10	13	25	<b>234</b>
<b>United Kingdom</b>	<b>House of Commons</b>	8	24	66	68	96	125	147	184	190	184	186	213	206	161	161	175	<b>2194</b>
	<b>House of Lords</b>	4	12	29	30	43	45	17	47	40	14	23	70	176	98	162	136	<b>946</b>
<b>United States of America</b>	<b>Congress</b>					1	45	32	59	65	59	47	49	31	21	7	8	<b>424</b>
<b>Total</b>		<b>117</b>	<b>445</b>	<b>1317</b>	<b>1607</b>	<b>2469</b>	<b>3223</b>	<b>3165</b>	<b>4826</b>	<b>5312</b>	<b>5245</b>	<b>5389</b>	<b>6370</b>	<b>6811</b>	<b>6328</b>	<b>6606</b>	<b>6530</b>	<b>65760</b>

## Résumés des demandes comparatives

Country	Chamber	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
	PACE		1		1		1	1		2	2		2	3	13
	AWEU								1						1
	EP	1	5	7	3	4	3	3	7	5	9	2	2	4	55
Albania	Kuvendi													3	3
Andorra	Consell General														
Armenia	National Assembly														
Austria	Parlament	2			1	4		3	1	2	2	2	2	2	21
Azerbaijan	National Assembly														
Belgium	Chambre	2	3	1	1		1		1	1	3	1	1		15
	Senat				1		1	1	1	3	1	1			9
Bosnia-Herzegovina	House of Representatives				1	1		3				1			6
Bulgaria	National Assembly					1									1
Canada	Parliament									1					1
Croatia	Hrvatski Sabor						1	3	1		7	2	6	10	30
Cyprus	House of Representatives													1	1
Czech Republic	Chamber			3			1		1	3		1		4	13
Czech Republic	Senate														
Denmark	Folketinget										1				1
Estonia	Riigikogu					1	5	2		3	2		1	1	15
Finland	Eduskunta	1				1	1	2	1			1	1		8
France	Assemblée nationale	2		1			1				1	1			6
	Sénat													1	1
Georgia	Parliament								1		1		1	1	4
Germany	Bundesrat						1	2			1			1	5
	Bundestag				1	2	2	4	10	8	2	1	4	18	52
Greece	Vouli ton Ellinon						1	1	1	3		4		2	12
Hungary	National Assembly				1	1	1						7	3	13

<b>Iceland</b>	<b>Althingi</b>															
<b>Ireland</b>	<b>Oireachtas</b>							4	4	8	3	4	2	1		<b>26</b>
<b>Israel</b>	<b>Knesset</b>				1	3	3	1	4				2	1		<b>15</b>
<b>Italy</b>	<b>Camera dei Deputati</b>										1	1				<b>2</b>
	<b>Senato</b>			1	1	2	2				1					<b>7</b>
<b>Latvia</b>	<b>Saeima</b>		1		1						1	2	1			<b>6</b>
<b>Liechtenstein</b>	<b>Landtag</b>															
<b>Lithuania</b>	<b>Seimas</b>						1			1						<b>2</b>
<b>Luxembourg</b>	<b>Chambre</b>								1							<b>1</b>
<b>Malta</b>	<b>Parliament</b>															
<b>Moldova</b>	<b>National Assembly</b>				1					7	1				4	<b>13</b>
<b>Monaco</b>	<b>National Council</b>															
<b>Montenegro</b>	<b>Parliament</b>															
<b>Netherlands</b>	<b>Eerste Kamer</b>								1							<b>1</b>
	<b>Tweede Kamer</b>		1			1					1		2			<b>5</b>
<b>Norway</b>	<b>Stortinget</b>			1			1			1						<b>3</b>
<b>Poland</b>	<b>Sejm</b>				3	2	5	6	1	1	8	1				<b>27</b>
	<b>Senat</b>				1		1	2	1		3	1	2	2		<b>13</b>
<b>Portugal</b>	<b>Assembleia</b>						2	2			2		1	1		<b>8</b>
<b>Romania</b>	<b>Camera Deputatilor</b>			2	1	2		4	3	3	1	1				<b>17</b>
	<b>Senat</b>															
<b>Russia</b>	<b>Duma</b>															
	<b>Federation Council</b>									2	1	1	1	1		<b>6</b>
<b>San Marino</b>	<b>Consiglio Grande</b>															
<b>Serbia</b>	<b>National Assembly</b>						1	2	1				1			<b>5</b>
<b>Slovakia</b>	<b>National Council</b>	1	1			2	2			4						<b>10</b>
<b>Slovenia</b>	<b>National Council</b>											1				<b>1</b>
	<b>National Assembly</b>			2	1	1		3	4	3	2	1	3	3		<b>23</b>
<b>Spain</b>	<b>Congreso</b>			1				1		2	1	5		1		<b>11</b>
	<b>Senado</b>					1	1							1		<b>3</b>
<b>Sweden</b>	<b>Riksdag</b>		1			3	3	11	5	12	10	9	5	12		<b>71</b>
<b>Switzerland</b>	<b>Bundesversammlung</b>				1		2	1	1		1		1			<b>7</b>
<b>"The former Yugoslav Republic of Macedonia"</b>	<b>Assembly</b>								2	1			1			<b>4</b>

<b>Turkey</b>	<b>National Assembly</b>				2		1	2	2	1	1	1	4		<b>14</b>
<b>Ukraine</b>	<b>Verkhovna Rada</b>														
<b>United Kingdom</b>	<b>House of Commons</b>			1	3	5	5	4	4	1		1			<b>24</b>
	<b>House of Lords</b>						1	1	1		1		1		<b>5</b>
<b>United States of America</b>	<b>Congress</b>					1		1		2		1			<b>5</b>
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>38</b>	<b>51</b>	<b>70</b>	<b>61</b>	<b>80</b>	<b>71</b>	<b>47</b>	<b>54</b>	<b>81</b>	<b>621</b>

#### Annexe 4. Participation aux séminaires du CERDP 2014 – 2015

<b>Manifestation</b>	<b>Nombre de participants</b>
Structures et procédures concernant le code de déontologie des parlementaires et l'intégrité du personnel parlementaire (domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires)  Skopje, Assemblée de « l'ex-République yougoslave de Macédoine », 8-9 mai 2014	51 de 34 chambres parlementaires
Enregistrements sténographiques : « Hansard » au 21 <sup>e</sup> siècle (domaine d'intérêt : bibliothèques, services de recherche et archives)  Ljubljana, Assemblée nationale, 5-6 juin 2014	51 de 27 chambres parlementaires
Les parlements sur le web XII « Du parlement électronique au parlement intelligent : comment améliorer la participation des citoyens en utilisant les technologies internet et les médias sociaux ? Et comment les règlements des parlements peuvent-ils contribuer à la transparence et à la participation ? » (domaines d'intérêts : pratiques et procédures parlementaires et TIC dans les parlements)  Rome, Camera dei deputati et Senato della Repubblica, 12-13 juin 2014	97 de 41 chambres parlementaires
Inégalité croissante des revenus et stabilité démocratique (domaine d'intérêt : affaires économiques et budgétaires)  Londres, Chambre des communes, 5-6 juin 2014	35 de 30 chambres parlementaires
Séminaire « Le parlement électronique en action : bonnes pratiques sur la planification stratégique des TIC, la sécurité de l'information, la mobilité et l'informatique en nuage (domaine d'intérêt : TIC dans les parlements)  Podgorica, Parlement du Monténégro, 6-7 novembre 2014	36 de 25 chambres parlementaires
Séminaire « Communication, numérisation des processus et transparence dans les parlements » (les p@rlements sur le web XIII) (domaine d'intérêt : TIC dans les parlements)  Bruxelles, Parlement européen, 16-17 avril 2015	89 de 36 chambres parlementaires

<b>Séminaire « Quelques questions cruciales pour les parlements en Europe : la politique budgétaire pour renforcer la responsabilité, la sécurité sociale et les progrès technologiques » (domaine d'intérêt : affaires économiques et budgétaires)</b>  <b>Varsovie, Sénat polonais, 28-29 mai 2015</b>	52 de 30 chambres parlementaires
<b>Séminaire « Les bibliothèques et les services de recherche au service de l'ouverture et de la transparence des parlements » (domaine d'intérêt : bibliothèques, services de recherche et archives)</b>  <b>Budapest, Parlement hongrois, 24-25 septembre 2015</b>	68 de 36 chambres parlementaires
<b>Séminaire « Participation du public à la procédure de rédaction et d'adoption des lois » (domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires)</b>  <b>Zagreb, Parlement croate, 11-12 juin 2015</b>	51 de 33 chambres parlementaires
<b>« Séminaire sur les aspects pratiques, les avantages et les inconvénients des systèmes parlementaires unicaméraux et bicaméraux » (domaine d'intérêt : pratiques et procédures parlementaires)</b>  <b>La Haye, Eerste et Tweede Kamer, 5-6 novembre 2015</b>	50 de 25 chambres parlementaires
<b>Séminaire « Les services TIC du parlement électronique accessibles partout et à tout moment : nouveaux défis et projets » (domaine d'intérêt : TIC dans les parlements)</b>  <b>Ankara, Grande Assemblée nationale de Turquie, 5-6 novembre 2015</b>	53 de 32 chambres parlementaires
<b>Total</b>	<b>633 participants</b>